

### - Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,45 € et inférieure à 21,10 € (pour 2025).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible :  $10,00 - 5,45 = 4,55$  € (TTC)
- Non déductible : 5,45 €

N.B. : Seuils revus chaque année

### - Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (600,00 € TTC) (sacoche, ...).

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur, ...).

### - Contribution Économique Territoriale (CET) :

Exonération la première année civile.

La CET est composée de :

\* La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.



Pas d'avis postal de CFE-IFER.

Pensez à créer votre espace professionnel sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) si cela n'est pas déjà fait.

\* La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 €. (versements d'acomptes avec imprimés n°1329-AC + solde). Supprimée en 2030.

### - Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

### - Cotisation à un syndicat professionnel :

Déductible des résultats.

### - Local professionnel :

\* déduction des loyers versés si cabinet loué à un tiers,  
\* déduction possible d'un « loyer à soi-même » si cabinet situé dans un local dont vous êtes propriétaire (sous conditions).

### - Frais de Supervision

Déductibles du bénéfice.

### - Cotisations sociales :

Les régimes OBLIGATOIRES (base\* = bénéfice + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2025 = 47 100 €)

\* A partir des revenus 2025, les bases de cotisations sociales et de CSG seront communes. L'assiette sera constituée du résultat avant déduction des cotisations sociales et facultatives obligatoires, auquel un abattement de 26 % sera appliqué ( article 18 LFSS 2024 ).

- Allocations Familiales : **0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de **0 %** à **3,10 %** pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, **3,10 %** au-delà.

- CSG/CRDS : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- Assurance Maladie : Taux progressif de **0 %** à **8,5 %** sur une progression de revenus compris entre 20 % du plafond SS jusqu'à des revenus supérieurs à 300 % du plafond SS + **0,3 %** (Cotisation maladie-indemnités journalières) dans la limite de 3 PASS (141 300 €).

- Retraite de base : **8,73 %** dans la limite de 1 plafond SS + **1,87 %** dans la limite de 5 PASS (235 500 €)

- Retraite complémentaire : Tranche 1 à **9 %** dans la limite de 1 PASS + Tranche 2 à **22 %** pour les revenus compris entre 1 PASS et 3,5 PASS

- Invalidité – Décès : **0,5 %** pour les revenus inférieurs ou égaux à 1,85 PASS, avec une assiette minimale à 37% du PASS

> Recouvrement intégral par l'URSSAF

Pour un début d'activité au 01/01/2025	1ère année
Allocations Familiales*	0 €
CSG - CRDS	868 €
- Dont CSG déductible	609 €
CFP	118 €
Maladie y compris indemnités journalières*	57 €
Retraite de base*	948 €
Retraite Complémentaire	805 €
Invalidité décès*	87 €
TOTAL	2 883 €
Total si exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	1 791 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

\*exonération de début d'activité possible

### Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

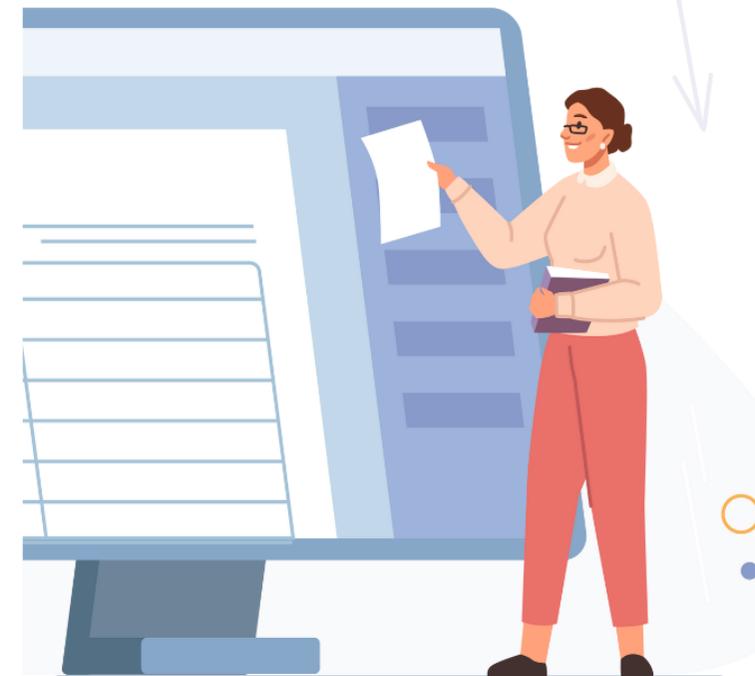
- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite / PER
- Perte d'emploi subie

**Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.**

# PSYCHOLOGUE

## FICHE MÉTIER

Edition 2025



Rennes

8 pl. du colombier  
BP 40415  
35004 RENNES Cedex

☎ 02 23 300 600

Vannes

1 rue Anita Conti  
56000 VANNES

✉ contact@arcolib.fr

Paris

15 avenue Trudaine  
75009 PARIS

(re)découvrez nos services + sur [arcolib.fr](http://arcolib.fr)

CSE, accompagnement des micro-entrepreneurs, des associations; réalisation d'ECF



## 1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Loi n° 85-772 du 25 Juillet 1985 : « L'usage professionnel du titre de psychologue, accompagné ou non d'un qualificatif, est réservé aux titulaires d'un diplôme, certificat ou titre sanctionnant une formation universitaire fondamentale et appliquée de haut niveau en psychologie préparant à la vie professionnelle et figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'Etat ou aux titulaires d'un diplôme étranger reconnu équivalent aux diplômes nationaux exigés ».

Autorisation à faire usage du titre de psychologue dans les conditions prévues à l'article 8 du décret n°2010-534.

A - Inscription au répertoire RPPS pour les psychologues et les psychothérapeutes.

Enregistrement effectué auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS) via le portail eRPPS, après vérification des pièces d'identité et du titre de formation.

Le dossier d'enregistrement à compléter est détaillé ici : <https://esante.gouv.fr/je-souhaite-m-enregistrer>

Le récépissé délivré comporte le numéro d'enregistrement RPPS, attribué à vie, qui sert de numéro de référence.

Le professionnel est alors inscrit sur une liste des praticiens pouvant être consultée par toute personne.

B - Inscription URSSAF

Les démarches de création d'activité sont à réaliser en ligne auprès du guichet unique :

<https://formalites.entreprises.gouv.fr/>

C - Souscrire une assurance relative à la Responsabilité Civile Professionnelle (RCP)

D - Autres formalités

Compte bancaire à usage professionnel (ouvrez un simple compte courant « classique » si admis auprès de votre banque)

- Pensez aussi à votre adhésion à ARCOLIB, et aux services d'un cabinet comptable...

## 2 - FISCALITÉ

### La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Art 261, 4-1° du CGI : Les psychologues, psychanalystes et psychothérapeutes titulaires d'un des diplômes requis, à la date de sa délivrance, pour être recrutés comme psychologues dans la fonction publique hospitalière, sont EXONÉRÉS de TVA, pour leurs prestations de soins aux personnes.

Cependant, les psychologues doivent s'inscrire au répertoire RPPS afin d'exercer en tant que profession réglementée (décret n° 2003-1073 du 14 novembre 2003 modifié), et bénéficient de facto de l'exonération.

Idem pour les psychothérapeutes (décret n° 2010-534 du 20 mai 2010 modifié).

À défaut d'être enregistré auprès de l'autorité administrative compétente, ou en cas de prestations autres que des soins (conseil en recrutement, ...), les honoraires sont alors à soumettre à la TVA (taux normal), sauf bénéfice de la Franchise en Base de TVA (seuils de 36 800 € et 39 100 €, de 2023 à 2025).

BOI-TVA-CHAMP-30-10-20-10 § 100 à 140

### L'impôt sur le revenu

#### I - LE RÉGIME MICRO-BNC

\* Principe :

Régime simplifié d'imposition, le régime micro-BNC consiste en l'imposition des seules recettes encaissées auxquelles l'Administration applique un abattement forfaitaire de 34 % (Ainsi, le contribuable renonce à déduire les dépenses réellement payées et est imposé sur 66 % de ses recettes).



Si les frais réels (frais de voiture, cotisations sociales,...) excèdent 34 % des encaissements, ce régime n'est pas intéressant fiscalement.

\* Conditions :

Le régime micro-BNC s'applique, en 2025, aux contribuables dont le chiffre d'affaires de 2024 ou de 2023 est inférieur au seuil de 77 700 €.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années.



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BNC en N+2.

## II - LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE (N°2035)

\* De plein droit en 2025, lorsque les chiffres d'affaires de 2023 et de 2024 excèdent le seuil de 77 700 €.

\* Sur option, lorsque le régime micro-BNC est applicable mais que le contribuable souhaite déduire ses frais réels.

Lorsqu'il est choisi sur option (simple dépôt de la déclaration), le régime de la déclaration contrôlée est valable 1 an. De plus, pour revenir au micro-BNC (si possible en fonction des recettes), la dénonciation doit être faite dans les délais applicables au dépôt de la déclaration 2035 en 2025 pour les revenus 2025.

### 3 – ARCOLIB, au service de ses adhérents

Grâce à votre adhésion annuelle (198 € TTC pour 2025, 60 € l'année de création ou 36 € pour une micro-entreprise), bénéficiez de :

- Dynabuy : des avantages pour votre entreprise, vous et votre famille avec une centrale d'achat et un CE externalisé. Contactez-nous pour plus d'informations.



- Un ECF : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen, consistant en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale, est proposé pour 72 € TTC ( 84 € TTC pour un assujéti à TVA ).

Plus d'infos sur [www.fisca-pass.fr](http://www.fisca-pass.fr)



- Et aussi de formations gratuites, de statistiques, d'une assistance en matière de comptabilité et fiscalité, l'accompagnement de votre association...

### 4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

Sans être exhaustifs :

- Frais de véhicule :

Déduction des frais réels : Amortissement du véhicule (seulement si vous en êtes personnellement propriétaire), assurance, carburant, entretien, réparations, intérêts d'emprunt... Au prorata de l'usage professionnel... Mais calcul de plus ou moins-values en cas de changement de véhicule.

OU

Déduction du forfait kilométrique (Si Véhicule de Tourisme, dont vous êtes personnellement propriétaire ou crédit-preneur) : application du barème de l'Administration au kilométrage professionnel réalisé avec le véhicule.

Kilométrage domicile-travail limité à 40 kilomètres si convenance personnelle.